



UNION EUROPÉENNE
Fonds Européen de
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

FICHE OPÉRATION CIRP POIA

N° opération :	PA0004023
Bénéficiaire :	38215121500011 Conservatoire d'espaces naturels de Savoie (CEN 73)
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	3

IDENTIFICATION DES BÉNÉFICIAIRES

Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	34074704700033
Raison sociale :	CEN PACA
Adresse :	13100 AIX-EN-PROVENCE

Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	77955988900042
Raison sociale :	La grande traversée des Alpes
Adresse :	38000 GRENOBLE

Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	18000501900047
Raison sociale :	CONSERVATOIRE DU LITTORAL
Adresse :	BP 10137 17306 ROCHEFORT SUR MER

Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	32635617700120
Raison sociale :	ASTERS, CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS DE HAUTE-SAVOIE
Adresse :	74370 PRINGY

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	38215121500011
Raison sociale :	Conservatoire d'espaces naturels de Savoie (CEN 73)



UNION EUROPÉENNE
Fonds Européen de
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Adresse :

BP 51
73372 LE BOURGET DU LAC CEDEX

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme opérationnel Interrégional FEDER du Massif des Alpes 2014-2020
Codification :	AP01 - Axe prioritaire : Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de montagne / OT06 - Objectif thématique : Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace des ressources / PI06d - Priorité d'investissement : Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser des services liés aux écosystèmes, y compris au travers de Natura 2000, et des infrastructures vertes / AP01-OT06-PI06d-OS2 - Objectif spécifique : Protéger la biodiversité et les continuités écologiques alpines

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	1OS2 - 2016 - MULTI - "Grands Lacs Alpains - Préservation des espèces, milieux, continuités et paysages"
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	périmètre immédiat des 5 Grands Lacs Alpains Français
Zone(s) :	
Type	Libellé
Département INSEE	Hautes-Alpes
Département INSEE	Haute-Savoie
Département INSEE	Savoie
Département INSEE	Alpes-de-Haute-Provence

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	29/02/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-POIA-OS2 : Protéger la biodiversité et les continuités ./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CIRP POIA du 30 Juin 2016	Décisionnel	Dématérialisé	30/06/2016	Accepté
CIRP POIA en consultation écrite du 16 juillet 2018	Décisionnel	Dématérialisé	16/07/2018	Accepté
CIRP POIA en consultation écrite du 16 juillet 2019	Décisionnel	Dématérialisé	16/07/2019	

Description de l'opération	
Contexte et enjeux	
<p>Soumis à la loi littoral française, bénéficiant depuis 1975 de l'intervention du Conservatoire du Littoral et tous intégrés dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhône-Méditerranée, les cinq grands lacs alpins constituent, pour leurs gestionnaires, des patrimoines naturels et paysagers remarquables, dont la protection et la valorisation requièrent des compétences et des pratiques spécifiques. Ces lacs marquent chacun, et ce malgré leur origine différente - naturelle (Lac Léman, Lac du Bourget, Lac d'Annecy) ou artificielle (Lac de Serre Ponçon, Lac de Sainte Croix) - l'histoire naturelle et humaine des régions qui les accueillent.</p> <p>Ils ont en partage d'être devenus, au fil du temps, une ressource économique et sociale stratégique, pour l'eau qu'ils stockent, les continuités écologiques qu'ils représentent, le cadre de vie qu'ils offrent ou en raison de leur attractivité touristique. Lacs de montagne, ces espaces contribuent au tourisme estival dans des territoires parfois polarisés par le</p>	

tourisme de « l'or blanc ».

Alors que les impacts du changement climatique pèsent déjà sur la disponibilité de l'eau et de la neige, et dans un contexte marqué par une concurrence internationale exacerbée entre destinations, le maintien de l'attractivité touristique estivale de ces lacs est une priorité pour les Régions Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Face à une clientèle sensible à la beauté et la naturalité des sites et sollicitant des expériences « authentiques », cette attractivité résultera d'un équilibre préservé entre les investissements nécessaires à l'amélioration de l'accueil des visiteurs et les actions de gestion et de restauration des milieux naturels dont la qualité et les continuités conditionnent la valeur environnementale et la cohérence paysagère des sites.

Répondre à ces enjeux suppose une coopération accrue – aux échelles locale et inter-régionale – entre les institutions chargées de gérer ces cinq lacs alpins et les acteurs impliqués dans leur valorisation touristique. Le projet présenté ici est la continuation opérationnelle des colloques bisannuels « Grands Lacs de France, un patrimoine à préserver » mis en place en 2012 et qui ont permis de dresser un premier état des enjeux relatifs au développement et à la préservation de ces sites d'exception. Ils capitalisent sur les acquis du travail engagé par la Région Rhône Alpes et ses partenaires au travers de deux projets européens entre lacs alpins : le projet ALPLAKES (2004-2008) et le projet SILMAS (2009-2012).

Périmètre géographique

Le périmètre du projet s'intégrera dans le périmètre d'intervention défini pour le Conservatoire du Littoral pour chacun de ces lacs, et portera en priorité sur les espaces naturels littoraux propriété ou sous gestion déléguée des quatre gestionnaires associés au projet : Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie (CEN Savoie), de Haute-Savoie (ASTERS) et de Provence-Alpes-Côte d'Azur (CEN PACA) et Parc Naturel Régional du Verdon. Il intégrera également des espaces gérés par le SMADESEP sur le Lac de Serre-Ponçon.

Sur cette base, le projet portera sur un total d'environ 600 ha d'espaces naturels prioritaires au sens des directives européennes ou de la convention RAMSAR, et dont le maintien est stratégique tant du point de vue de la biodiversité régionale et alpine que du point de vue de la qualité des paysages lacustres.

Ce périmètre permet de valoriser en outre quatre Espaces Valléens situés sur ce périmètre ou en périphérie immédiate. Pour les Alpes du Nord : Le Parc Naturel Régional du Massif des Bauges, également Géopark au titre de l'UNESCO ; Pays du Mont Blanc et pour les Alpes du Sud : Pays des Ecrins, Pays Serre Ponçon-Ubaye-Durance (Pays S.U.D.). Il contribue en outre à la mise en valeur des Villes ou Pays d'Art et d'Histoire que sont Chambéry, Annecy, Aix les Bains et Pays S.U.D. ou à l'opération Grand Site des Gorges du Verdon animée par le PNR des Gorges du Verdon. Il s'articule parfaitement avec le contrat de destination « Voyages dans les Alpes » porté par la GTA.

Organisation et durée du projet

Le projet réunit les gestionnaires des espaces naturels stratégiques des cinq lacs alpins : il est porté par le CEN Savoie, en partenariat avec le Conservatoire du Littoral, la Grande Traversée des Alpes, les CEN de Haute-Savoie et de PACA, ainsi que le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Développement de Serre-Ponçon (SMADESEP). Les Parcs Naturels Régionaux des Gorges du Verdon et du Massif des Bauges sont partenaires associés.

Ces gestionnaires sont eux mêmes partenaires des collectivités riveraines de ces lacs ou leurs groupements, avec lesquels ils collaborent étroitement dans la conduite de leurs missions quotidiennes : citons en particulier la Communauté d'Agglomération du Lac du Bourget (CALB, désormais Grand Lac), le Comité Intersyndical pour l'Assainissement du Lac du Bourget (CISALB), le Syndicat mixte du Lac d'Annecy (SILA), la Commission Internationale pour la Protection des Eaux du Léman (CIPEL), la Communauté de Communes « Lacs et Gorges du Verdon ». Sur ses volets scientifiques, le projet associera notamment l'Université Savoie Mont-Blanc, Laboratoire d'Ecologie Alpine.

Le projet est proposé pour une durée de 36 mois (avril 2016 – mars 2018).

Le projet soumis au présent appel à projet relatif à l'OS2 correspond au volet « préservation des espèces, milieux, continuités et paysages » d'un projet global sur les Grands Lacs Alpins, intégrant les OS1 et OS2 du POIA FEDER.

Le volet complémentaire, consacré à « l'attractivité touristique du patrimoine naturel et paysager » a été présenté, dans l'appel à projet relatif à l'OS1.

Objectifs recherchés :

Le projet a pour finalité d'œuvrer à la préservation dans le temps de la qualité écologique et fonctionnelle des écosystèmes remarquables que constituent les cinq lacs alpins, au maintien des continuités écologiques au sein desquelles ces lacs constituent des réservoirs de biodiversité aquatique, ainsi qu'au renforcement et à l'harmonisation des connaissances scientifiques nécessaires à la bonne gestion de ces écosystèmes, à travers :

- ✓ la restauration et la protection ciblées des milieux et espèces patrimoniales emblématiques des cinq lacs alpins ;
- ✓ le développement et l'harmonisation de méthodes et protocoles de suivi innovants des espèces entre les 5 lacs ;
- ✓ le renforcement des compétences des personnels techniques vis-à-vis des connaissances, méthodes et pratiques

développées par le projet ;

✓ la création d'une dynamique collaborative entre leurs gestionnaires techniques, sur des problématiques communes et en lien avec les acteurs de l'aménagement des territoires, par la création d'un réseau interprofessionnel, à l'échelle de chaque lac et à l'échelle interrégionale.

Résultats escomptés (cible visée)

Le projet vise à l'atteinte des résultats suivants :

- des projets démonstratifs de préservation des espèces et milieux patrimoniaux permettent d'enrayer la perte de biodiversité, voire de restaurer des populations et milieux, de manière quantitative et fonctionnelle ;
- des méthodes innovantes et harmonisées contribuent au suivi efficace de la biodiversité du compartiment lacustre, de la frange littorale et des écosystèmes d'arrière-lac ;
- les expériences, travaux et méthodes de gestion sont capitalisées à l'échelle des cinq lacs et au-delà (autres lacs alpins comme Paladru ou Aiguebelette).

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/04/2016	Fin : 30/11/2019
OS2 POIA : Maintenir le bon état écologique et fonctionnel des lacs et des sites naturels préservés 2015 2016 2017 2018		
2019OS2 POIA : Maintenir le bon état écologique et fonctionnel des lacs et des sites naturels préservés		
AXE 1 : Restaurer ou préserver la qualité écologique ou fonctionnelle des milieux et espèces contribuant à la qualité paysagère des territoires lacustres par des actions concrètes et démonstratives		
Action 1.1 - Lac du Bourget /Restauration canal de Terre-Nue Etudes et instruction Rédaction du DCE, consultation et choix du prestataire Travaux		
Action 1.1 - Lac du Bourget /Restaurations, espaces du Sud du lac (site N2000 et APPB) Entretien enclos Etat des lieux Entretien enclos Lâcher tortues Entretien enclos Etat des lieux Entretien enclos		
Action 1.1 - Lac Léman /Restauration RNN du Delta de la Dranse et site N2000 Planification Choix du prestataire Travaux		
Action 1.1 - Lac Annecy /Restauration RNN du Bout du lac d'Annecy, RNR du Roc de Chère, Marais de Giez, Faverges et Doussard, Marais de l'Enfer sur Saint-Jorioz Planification Choix du prestataire Travaux		
Action 1.1 - Lac Serre-Ponçon /Restauration zone humide du Liou CCTP Choix MOE AO Choix du prestataire Mise en œuvre des travaux		
Action 1.1 - Lac de Ste-Croix du Verdon /Reméandrage canaux du domaine de Valx CCTP AO Choix du prestataire Etude Restitution de l'étude et programmation des travaux		
Action 1.2 - Actions spécifiques en faveur d'espèces à fort enjeu patrimonial		
AXE 2 : Développer et harmoniser des méthodes et protocoles de suivi innovants des espèces entre les cinq lacs		
Action 2.1 - Suivi d'espèces et milieux benthiques et de la frange lacustre		
Action 2.2 - Suivi d'espèces et milieux patrimoniaux de sites d'arrière-lac		
AXE 3 : Capitaliser les expériences, travaux et méthodes de gestion à l'échelle des cinq lacs et au-delà		
Action 3.1 - Création de trois « blogs de chantiers » Sélection des trois sites Choix des prestataires et création des blogs Alimentation des blogs et communication		
Action 3.2 - Organisation de journées techniques et de formations Sélection des thématiques et état des lieux des besoins		
Action 3.3 - Organisation et animation du séminaire de restitution du projet		
AXE 4 : Gestion, coordination du projet et communication Organisation des Comités de Pilotage, suivi et coordination générale		



UNION EUROPÉENNE
Fonds Européen de
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (TTC)
Dépenses de communication de l'opération	Direct	Fonctionnement	18 300,00 €
événement publication promotion			
Dépenses de déplacement, de restauration, d'hébergement	Direct	Fonctionnement	12 750,80 €
déplacement et restauration pour les événements			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	292 709,50 €
salaires et charges			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Investissement	224 120,48 €
étude évaluation expertise			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	262 500,00 €
achat d'équipement de machine de bien immeuble de terrains non bâti et bâti dépenses de crédit bail			
Recettes nettes générées par l'opération	Direct	Investissement	0,00 €
Recettes nettes générées par l'opération			
Total :			810 380,78 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non

**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
ETAT	Services du Premier ministre	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire		8,89	72 039,19	8 828,69	0,00	1,09
PRIVE	00000000000000 / Financier Privé			3,58	29 000,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES PUBLICS	Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse			20,83	168 785,14	0,00	0,00	0,00
REGION	Rhône-Alpes			7,16	58 050,00	0,00	0,00	0,00
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	41,23	334 129,91	19 566,78	19 566,78	2,41
Total co-financier				81,69	662 004,24	28 395,47	19 566,78	3,50
Bénéficiaire				18,31	148 376,54			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	810 380,78	28 395,47	19 566,78	3,50

INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - POIA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	--	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

Le dossier est reprogrammé suite à la demande du bénéficiaire.

Après des échanges écrits et téléphoniques avec le porteur pour demander précisions et documents complémentaires, et l'analyse des modifications et de leurs justifications, le service instructeur conclue à un avis favorable à la demande d'avenant du porteur de projet.

Les éléments suivants ont été modifiés à la description du projet dans les parties concernées de l'onglet Opération :

- Le montant des catégories de dépenses du plan de financement global ont été ajustées aux dépenses réelles et aux prévisions pour les derniers mois du projet à venir. Ces modifications entraînent une augmentation du coût global du projet (de 668 972,18 € à 810 380,78 €). Ces changements résultent de variations des budgets des différents porteurs de projet impliqués, en l'occurrence : CEN, ASTERS et Conservatoire du Littoral. Ces augmentations s'expliquent principalement par : une sous-évaluation initiale des coûts de travaux réalisés au cours d'eau (canal de Terre-Nue), la nécessité de réaliser des travaux suite à l'étude sur la réhabilitation des canaux de Valx en faveur de l'écrevisse à pieds blancs.
- L'augmentation des dépenses prévisionnelles au projet ont incité les porteurs (CEN et ASTERS) à rechercher des fonds complémentaires afin de ne pas supporter cette hausse uniquement sur autofinancement. Aussi, l'Agence de l'eau Rhône Alpes Méditerranée a-t-elle augmentée sa subvention, de même pour la Région AURA. Enfin des fonds privés ont pu être levés auprès de la Fondation Caisse d'Epargne.

Ces modifications sont retranscrites dans le plan de financement global du projet qui sera annexé, ainsi que les plans de financement par porteur, à l'avenant n°2.

Pour des détails plus précis, se référer au rapport d'instruction de l'avenant.

La période d'exécution ne change pas. De même l'esprit du projet est conservé, avec des objectifs poursuivis maintenus et des résultats escomptés réaffirmés.

Il est à noter également qu'il est nécessaire de prévoir une modification de l'annexe 3 à la convention attributive afin que soient pris en compte les ajustements opérationnels (activités annulées ou ajustées, et celles non prévues initialement ajoutées, mobilisation réelle des moyens, etc), et les reformulations éventuelles occasionnées par l'avenant (livrables notamment).

L'annexe 2 est également revue afin de supprimer l'indicateur de résultat : celui-ci ne relève pas d'un engagement du porteur de projet, mais d'un engagement global sur le POIA de l'autorité de gestion vis-à-vis de la Commission Européenne. Bien que des éléments chiffrés aient été demandés dans la description du projet initiale, cet indicateur n'a pas lieu d'être contractualisé. C'est une donnée macro qui doit être calculée sur l'ensemble du Massif et collectée par l'Autorité de Gestion. Il s'agissait donc d'une erreur à l'établissement de la convention attributive. L'avenant donne l'occasion de la corriger.

Avis favorable du service instructeur.